



GUATEMALA



D 2054 • Gt4
16-29 février 1996

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

Politique
Élections
Parti politique
Gouvernement
Démocratisation
Indiens
Classe dominante
Marginalisation

LES DÉFIS DU NOUVEAU PRÉSIDENT ALVARO ARZÚ

L'élection d'Alvaro Arzú à la présidence du Guatemala et le renouvellement du Congrès revêtent pour ce pays une importance particulière en raison de la gravité des enjeux, aussi bien en matière de paix, de démocratisation, de respect des populations indigènes que de justice sociale. Ces élections se sont déroulées le 12 novembre 1995 pour le premier tour et le 7 janvier 1996 pour le

deuxième tour. DIAL avait présenté la liste de l'ensemble des partis et des candidats en présence pour ces élections (cf. D 2025).

Article paru dans Noticias Aliadas (hebdomadaire péruvien d'information) du 1er janvier 1996, dans lequel sont insérés deux encarts extraits d'un autre article de la même revue du 23 novembre 1995.

En l'absence d'une solide majorité, le nouveau président Alvaro Arzú devra surmonter de sérieux obstacles s'il tient à respecter ses promesses.

Le jour des élections, Elijio Simaj a emporté son téléviseur dans son local électoral situé à Santa Cruz la Laguna. En effet, il savait que présider deux bureaux de vote dans ce village indien, ne serait pas une tâche très dynamisante.

Elijio Simaj ne s'était pas trompé. Seuls 21 % des électeurs inscrits se sont mobilisés et parmi eux très peu de femmes. Il mit sa télécommande à côté de la pile des bulletins électoraux et avec ses collègues des bureaux de vote, il a passé sa journée à regarder les dessins animés, les émissions de cirque et de football.

C'est certain, la grande majorité avait l'impression que voter le 7 janvier 1996 pour l'un de deux candidats conservateurs élus au premier tour en novembre, n'apporterait aucun chan-

gement dans leurs vies, aussi décideraient-ils de s'abstenir. Au niveau national seuls 36,8 % des électeurs sont allés voter. Rigoberta Menchú prix Nobel de la Paix, a déclaré que le taux élevé d'abstention était dû à "la grande méfiance qu'ont le peuple indigène et le monde paysan vis-à-vis du système électoral".

Vitalino Similux, secrétaire de la Conférence des Églises évangéliques du Guatemala, explique cette indifférence par le fait qu'aucun des deux candidats "ne représentait une alternative réelle ni un espoir pour le peuple... Un paysan m'a dit que les électeurs avaient le choix entre un candidat qui les tuerait par la guerre armée, et un candidat qui les tuerait avec la pauvreté. En fin de compte, avec l'un ou l'autre, le résultat serait le même".

Le candidat du Parti d'avancée nationale (PAN), Alvaro Arzú, avec 51,2 % des voix a devancé Alfonso

Portillo, du Front républicain guatémaltèque (FRG). Portillo, avocat populiste qui a obtenu 48,8 % des voix, s'était fait connaître comme chef de campagne du général Efraín Ríos Montt. Ce dernier ayant dirigé le pays manu militari à la suite du coup d'État militaire de 1982, n'a pas pu présenter sa candidature.

Arzú a obtenu plus des deux tiers des votes dans la capitale. Dans le passé il en avait été maire et on se souvenait que le niveau de corruption avait été relativement faible et plusieurs chantiers publics avaient été réalisés (sans parler de la violente répression de l'activité syndicale).

Portillo, l'ayant emporté pratiquement dans le reste du pays, a déclaré que Arzú était le président de la capitale et lui celui du monde rural. Portillo explique qu'il a échoué de justesse à cause de la puissance financière du PAN et du soutien de la hiérarchie catholique. Une lettre pastorale des

Qui est Alvaro Arzú ?

Propriétaire d'une agence de voyages, Arzú a été dans le temps un militant du Mouvement de libération nationale d'extrême droite. Ces dernières années il est devenu un homme politique modéré et aujourd'hui il n'aime pas les qualificatifs politiques. Catholique conservateur, Arzú jouit d'une réputation d'homme honnête. " Il est tellement riche, qu'il n'a pas besoin de voler ", dit un observateur politique.

Arzú est un des fondateurs du PAN (Parti d'avancée nationale), considéré comme un parti de la "droite modérée". Il soutient de façon cohérente les politiques de libre marché. Il préconise un gouvernement central et restreint mais fort qui devra fournir l'infrastructure d'une part pour un développement économique orienté vers les exportations, et d'autre part pour atténuer le choc des mesures d'ajustement économique. Certains qualifient ces mesures de néolibérales sous anesthésie. L'élite économique traditionnelle voit en Arzú un bureaucrate réformateur. Elle est convaincue qu'il augmentera les impôts et cherchera à éliminer les privilèges des monopoles privés en conformité avec les souhaits des institutions financières internationales.

Ces tendances réformistes, à tout le moins rhétoriques, ont découragé la CACIF, la puissante association du patronat national, de soutenir Arzú. Mais le PAN n'a pas lésiné dans ses dépenses lors de la campagne électorale et Arzú a largement dépassé le budget des autres candidats.

évêques, diffusée dans le pays lors de la messe du 24 décembre, encourageait les catholiques à faire leur choix, de façon à éviter "les situations qui ont entraîné tant de souffrances pour le peuple, comme sont les grands massacres, la destruction de nombreux villages et la pratique d'une justice utilisant des moyens contraires aux droits de l'homme". Cette déclaration était une claire allusion à Ríos Montt et au FRG.

Bien que le PAN ait obtenu 42 des 80 sièges du Congrès, la marge étroite de

la majorité pourrait obliger Arzú à chercher le soutien de l'armée et du patronat. Depuis que les militaires ont quitté le pouvoir en 1986, Arzú est le troisième président élu démocratiquement, mais les généraux continuent à tenir les rênes de l'État.

Arzú s'est engagé à maintenir chaque secteur politique à sa véritable place - "chaque singe dans sa balançoire" a-t-il dit une fois. Mais, il semble difficile de faire de même avec les militaires, surtout pour un commandant en chef ne disposant pas d'un large soutien populaire.

Arzú mettra en évidence sa détermination en engageant son plan de 180 jours destiné à réduire le taux explosif de délinquance. Si le président reconnaît la participation des forces de l'ordre dans le crime organisé - trafic de drogues, vol de voitures et séquestrations - il sera amené à affronter la réaction des généraux.

Par ailleurs, si Arzú touche aux privilégiés du patronat il est fort peu probable que celui-ci lui accorde son soutien politique. Avec une réputation d'obstiné, Arzú a promis une réforme économique qui inclut le contrôle de l'évasion fiscale. En effet, en matière d'impôts, l'État perçoit moins de 7 % du PIB. C'est l'un des revenus fiscaux les plus bas de l'hémisphère.

Membre d'une des plus riches familles de Guatemala, le 8 janvier 1996 Arzú s'est engagé à mener à terme dans 7 ou 8 mois les conversations de paix avec la guérilla. Il devra faire face à un secteur agricole réactionnaire, qui s'inquiète déjà des discussions au sujet de la propriété de la terre et qui durant ces six derniers mois, a fait obstacle aux conversations supervisées par les Nations Unies.

Arzú devrait également subir la pression des travailleurs et des pauvres. A la suite de sa victoire électorale, des paysans sans terre ont squatté deux propriétés agricoles privées (haciendas) et des syndicalistes ont menacé de grèves.

Toutefois, si la majorité des leaders des mouvements populaires ne se sont pas prononcés publiquement sur les élections, nombreux sont ceux qui soutiennent en privé le PAN comme le moindre mal.

L'effet surprise : la présence du FNDG

Lors des élections, une coalition de trois partis de centre droit, dans laquelle se trouvait également la Démocratie chrétienne, a obtenu 13 % des voix. Cependant l'effet de surprise a été constitué par la forte présence du Front démocratique nouveau Guatemala (FDNG). Ce front, créé trois mois avant la campagne électorale, regroupe des mouvements indigènes, des syndicats et des organisations des droits de l'homme. Des 170 candidats nationaux du FDNG, 137 étaient mayas. Il a obtenu 8 % des voix avec le plus petit budget de la campagne.

Les candidats du FDNG ont obtenu 5 des 80 sièges, permettant ainsi à des militantes des droits de l'homme telles que Nineth Montenegro et Rosalina Tuyuc de prendre place au Congrès national. Ce parti a remporté plusieurs mairies de villes indigènes, y compris à Quetzaltenango, deuxième ville de Guatemala.

Antonio Otzoy, intellectuel maya qui dirige une association presbytérienne indigène, a soutenu que beaucoup d'indigènes ont voté pour Arzú : "même s'ils rejettent son programme économique, ils espèrent avoir moins d'ennuis avec le PAN" qu'avec le FRG. "Nous pouvons, maintenant, reprendre un peu souffle", a dit Otzoy. "Au fil du temps nous avons appris que les gouvernements sont incapables de résoudre les problèmes de nos communautés", continue Otzoy. "Le mieux que nous puissions espérer est qu'ils nous laissent en paix".

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38, rue du Doyné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50